



---

## ONU Conseil de sécurité - Briefing MINUSMA

New York, le 16 juin 2023

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je remercie le Représentant Spécial du Secrétaire général, El-Ghassim Wane pour son exposé. Je souhaite la bienvenue à Son Excellence, M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali.

La Suisse condamne toutes les violences et attaques perpétrées depuis notre dernière réunion à l'encontre des casques bleus ainsi que des civils. J'exprime mes plus sincères condoléances aux victimes et à leurs proches. Je tiens également à reconnaître les pertes des forces armées maliennes.

Face à l'insécurité, aux déplacements de populations et à une situation humanitaire alarmante, les efforts des Nations unies et de la MINUSMA demeurent cruciaux pour la paix, la stabilité et le développement durable au Mali. En vue du renouvellement du mandat, je souhaite souligner trois points clés :

Premièrement, nous venons de l'entendre et nous l'avons lu dans le rapport du Secrétaire général : la capacité de la MINUSMA à accomplir de manière efficace et prévisible son mandat est entravée. Un contexte opérationnel complexe conjugué au vaste périmètre de la zone d'intervention ainsi qu'au manque de personnel rendent cette mission particulièrement ardue. Des ajustements sont donc nécessaires. En effet, nous devons concilier les tâches de la mission avec les réalités actuelles, tout en lui laissant la flexibilité nécessaire d'utiliser les ressources à sa disposition. L'efficacité de la MINUSMA dépendra également d'une meilleure coopération avec les autorités maliennes et leurs avancements sur les quatre paramètres identifiés par le Secrétaire général en janvier dernier, parmi lesquels figure la liberté de mouvement. Or, la mission continue d'être confrontée à des restrictions, y compris la non-autorisation des vols de reconnaissance.

Deuxièmement, la persistance des allégations de violations et abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire commis sur tout le territoire malien nous inquiète. C'est avec vive préoccupation que nous avons pris connaissance du rapport publié par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur les événements de Moura qui ont eu lieu en mars 2022 dans le cadre d'une opération militaire. La Suisse condamne fermement toutes ces violations, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Elle appelle toutes les parties au conflit – étatiques, non-étatiques et privées, maliennes et étrangères – à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Les violations doivent faire l'objet d'enquêtes impartiales, indépendantes et efficaces et de poursuites pénales. La Suisse est convaincue que l'impunité constitue un obstacle à une paix durable et continue à alimenter les cycles de violences au Mali.

Troisièmement, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation demeure plus crucial que jamais. Malgré les retards dans sa mise en œuvre et les blocages en cours, il permet de maintenir le cessez-le-feu depuis 2015. Nous ne voulons et ne pouvons pas perdre le bénéfice de 9 ans de travail, de dialogue et d'efforts vers la réconciliation nationale. La Suisse appelle toutes les parties à reprendre le dialogue en établissant des mesures de confiance concrètes, avec l'appui de la Médiation internationale. Une mise en

œuvre diligente de l'APR dans son intégralité, permettrait de faire front commun contre les nouvelles menaces. Nous rappelons l'importance d'une transition politique pacifique, permettant la tenue d'élections crédibles et transparentes dans les délais impartis, aboutissant à un gouvernement stable, démocratique et civil. Nous saluons la tenue du referendum constitutionnel prévu ce dimanche et nous espérons qu'il aura lieu sur l'ensemble du territoire malien.

Madame la Présidente,

Face aux défis multiples, le soutien continu de ce Conseil au Mali et à la MINUSMA est crucial. La Suisse estime que les priorités de la mission demeurent pertinentes, c'est pourquoi nous réaffirmons notre plein soutien à son mandat important, en particulier la protection des civils et la mise en œuvre de l'accord de paix.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General, El-Ghassim Wane, for his presentation. I welcome His Excellency Mr. Abdoulaye Diop, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation of Mali.

Switzerland condemns all the violence and attacks perpetrated against peacekeepers and civilians since our last meeting. I express my deepest condolences to the victims and their families. I would also like to acknowledge the losses suffered by the Malian armed forces.

In the face of insecurity, population displacement and an alarming humanitarian situation, the efforts of the United Nations and MINUSMA remain crucial to peace, stability and sustainable development in Mali. In view of the renewal of the mandate, I would like to underline three key points:

Firstly, as we have just heard and read in the Secretary-General's report, MINUSMA's ability to carry out its mandate effectively and predictably is hampered. A complex operational context combined with the vast perimeter of the intervention zone and the lack of personnel make this mission particularly difficult. Adjustments are therefore necessary. Indeed, we need to reconcile the mission's tasks with current realities, while allowing it the flexibility to use the resources at its disposal. MINUSMA's effectiveness will also depend on better cooperation with the Malian authorities and their progress on the four parameters identified by the Secretary-General last January, including freedom of movement. Yet the mission continues to face restrictions, including the non-authorization of reconnaissance flights.

Secondly, we are concerned by the persistence of allegations of violations and abuses of human rights and international humanitarian law throughout Mali. We were deeply concerned to learn of the report published by the Office of the High Commissioner for Human Rights on the events in Moura, which took place in March 2022 as part of a military operation. Switzerland strongly condemns all these violations, some of which could constitute war crimes and crimes against humanity. It calls on all parties to the conflict - state, non-state and private, Malian and foreign - to respect their obligations under international humanitarian and human rights law. Violations must be impartially, independently and effectively investigated and prosecuted. Switzerland is convinced that impunity is an obstacle to lasting peace and continues to fuel cycles of violence in Mali.

Thirdly, the Peace and Reconciliation Agreement remains as crucial as ever. Despite delays in its implementation and ongoing blockages, it has made it possible to maintain the ceasefire since 2015. We cannot and must not lose the benefit of 9 years of work, dialogue and efforts towards national reconciliation. Switzerland calls on all parties to resume dialogue by establishing concrete confidence-building

measures, with the support of the International Mediation. Diligent implementation of the agreement in its entirety would enable a united front to be forged against the new threats. We reiterate the importance of a peaceful political transition, enabling credible and transparent elections to be held on schedule, leading to a stable, democratic and civilian government. We welcome the holding of the constitutional referendum scheduled for this Sunday, and hope that it will take place throughout the whole of Mali.

Madam President,

In the face of multiple challenges, this Council's continued support for Mali and MINUSMA is crucial. Switzerland believes that the mission's priorities remain relevant, which is why we reaffirm our full support for its important mandate, in particular the protection of civilians and the implementation of the peace agreement.

Thank you for your attention.